



Enrico Letta, l'Europe comme solution

Face au Rapport Draghi, souvent cité seul, un autre texte mérite l'attention : celui d'Enrico Letta, ancien président du Conseil italien. Son constat est sans appel : le marché unique européen reste inachevé, ce qui freine durablement la compétitivité de l'Europe face aux États-Unis et à la Chine.

L'Europe, géant économique aux pieds d'argile

Le débat sur la faiblesse de l'Europe dans le grand jeu géopolitique actuel oppose de plus en plus frontalement les eurosceptiques et les partisans d'un approfondissement de l'intégration européenne. Ces derniers brandissent le Rapport Draghi comme feuille de route incontournable pour remettre l'Union européenne à sa juste place face aux États-Unis et à la Chine. On oublie pourtant souvent de mentionner un autre rapport, publié à peu près en même temps que celui de Mario Draghi par un autre grand dirigeant politique italien, et tout aussi essentiel : le rapport « Much more than a market », rédigé par Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, dont les idées ont donné lieu en France à un livre, « Des idées nouvelles pour l'Europe » (Éditions Odile Jacob).

Enrico Letta y avance des idées simples et pragmatiques, mais porteuses d'une grande ambition : redonner à l'Europe la place qui devrait être la sienne dans l'économie mondiale, compte tenu de la taille de son marché, de ses capacités industrielles, de ses compétences scientifiques et de sa puissance exportatrice. Or l'Europe ne prend pas ce

chemin et prend de plus en plus de retard par rapport aux autres grandes puissances économiques mondiales.

Pour Enrico Letta, cette situation s'explique avant tout par l'insuffisante intégration du marché intérieur, qui empêche l'Europe d'exploiter son potentiel. La construction de l'Union européenne n'a pas été menée à terme, malgré des acquis très importants comme le Marché unique, l'euro, les accords de Schengen ou, plus récemment, le plan de relance Next Generation-EU. Sur les quatre libertés de circulation fondamentales pour assurer un fonctionnement fluide du marché unique européen, deux seulement sont pleinement réalisées : la libre circulation des personnes et celle des biens. Le secteur des services et celui des marchés de capitaux, en revanche, restent très largement régulés à l'échelon national.

Quand l'inachèvement du marché unique devient un handicap stratégique

Cette situation a des conséquences majeures sur la compétitivité de l'économie européenne, comme le montrent plusieurs exemples parlants.

Le premier concerne le secteur stratégique des télécommunications : la régulation étant restée nationale, elle a conduit à une multiplication des opérateurs. On compte une centaine d'opérateurs en Europe, avec 5 millions de clients chacun en moyenne, alors qu'un opérateur chinois peut servir jusqu'à 500 millions de clients et un opérateur américain jusqu'à 100 millions. Il est dans ces conditions très difficile d'atteindre une taille critique.

Le domaine de l'énergie, tout aussi essentiel, pose des problèmes similaires, avec un grand morcellement du marché et une absence complète de politique commune, alors même que les enjeux sont par nature supranationaux. L'Europe ne tire pas parti de la taille de son marché continental, ce qui se traduit par des coûts de l'énergie bien supérieurs à ceux de ses principaux concurrents et par une interconnexion des réseaux insuffisante.

Il en va de même dans la finance, où l'absence d'un marché financier européen limite les grands projets qui permettraient à l'Europe d'exister dans la compétition mondiale, et contribue à l'exportation de l'épargne européenne vers d'autres régions du monde, les États-Unis en premier lieu. Trop de bourses de petite taille coexistent en Europe, ce qui fait le jeu de Londres et de New York : une partie substantielle de l'épargne européenne sert ainsi à financer l'économie américaine.

Le spatial illustre un autre gâchis. Faute d'une union suffisamment poussée des investissements des États européens, le marché est de plus en plus dominé par les acteurs américains et chinois : en 2025, SpaceX a effectué environ cent cinquante lancements, la Chine une soixantaine, contre à peine cinq pour l'Europe.

Dans la défense, la situation est comparable. Ce domaine reste de compétence exclusivement nationale, ce qui multiplie les programmes d'armement sans permettre d'atteindre la taille critique pour de nombreux produits et systèmes d'armes. L'aide militaire à l'Ukraine illustre de manière éclatante les limites de cette fragmentation : sur les quelque 150 milliards d'euros d'aide octroyée par l'Europe, 80 % ont servi à acheter des armements non européens.

Des succès isolés face à un échec systémique

Le tableau dressé par Enrico Letta se nuance toutefois de quelques aspects positifs, comme le secteur de l'aéronautique civile, où Airbus a su se hisser au premier rang mondial en réunissant les forces de plusieurs grands pays européens.

Quelques tentatives positives sont également à saluer. L'Union européenne vient ainsi de décider de créer un 28^e régime de droit des sociétés, qui devrait être prochainement disponible. Grâce à ce nouveau régime, les entreprises actives sur plusieurs marchés européens pourront faire l'économie d'un enregistrement dans chaque juridiction où elles sont présentes et opter pour le statut de société de droit européen, leur assurant une existence juridique partout en Europe. Cette réforme devrait considérablement simplifier la vie des entreprises européennes et leur permettre de mieux bénéficier de la taille du marché intérieur.

Letta et Draghi : dépasser les égoïsmes nationaux ou accepter le déclassement

Chacun voit bien que l'Union reste trop timide et devrait franchir un véritable cap vers une intégration plus poussée, donc vers une économie plus efficace. Le récent rapport sur la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis montre à quel point l'Europe est considérée par l'administration Trump comme un partenaire secondaire et déclinant. Cette vision condescendante et méprisante de l'Union européenne, qui s'ajoute aux décisions américaines sur l'Ukraine et sur l'OTAN, devrait pousser les dirigeants du Vieux Continent à enfin réagir. Cet indispensable sursaut aura-t-il lieu ? Rien n'est moins sûr, mais le rapport d'Enrico Letta a l'immense mérite de montrer clairement la voie.

Il reste désormais aux responsables politiques européens de prendre conscience des graves périls que notre continent doit affronter pour éviter le déclassement sur la scène mondiale. Puissent-ils endosser les recommandations des rapports Draghi et Letta, et dépasser enfin les égoïsmes nationaux : c'est à ce prix que l'Union européenne pourra retrouver sa place dans le monde.



Alain Bentéjac

Président de la Fabrique de l'Exportation